

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron
Cité administrative - Bâtiment A
19, rue de Ciron
81013 Albi Cedex 09

Albi, le 16/05/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/05/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

VERALLIA FRANCE SAS

ZI de Saint-Juéry
9 rue François Arago
81000 Albi

Références : 81-CRARC-2026-95
Code AIOT : 0006802238

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/05/2026 dans l'établissement VERALLIA FRANCE SAS implanté ZI de Saint-Juéry 9 rue François Arago 81000 Albi. L'inspection a été annoncée le 24/03/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection a été réalisée dans le cadre de l'action régionale "prévention de la prolifération de légionelles".

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VERALLIA FRANCE SAS
- ZI de Saint-Juéry 9 rue François Arago 81000 Albi

- Code AIOT : 0006802238
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société VERALLIA FRANCE SAS est spécialisée dans la fabrication de verre creux ; son siège social est situé à Courbevoie (92400). Elle dispose de neuf établissements secondaires répartis sur le territoire national, à savoir : Chalons-sur-Saône (71), Cuffies (02), Oiry (51), Saint-Romain-le-Puy (42), Lagnieu (01), Chateaurenard (16), Pérols (34), Mérignac (33) et Albi (81).

L'établissement d'Albi (ex. Verrerie Ouvrière d'Albi) exploite sur le site de la zone industrielle Albi - Saint-Juéry, une verrerie historique fabriquant des bouteilles de verre pour le marché de l'emballage alimentaire (vins et spiritueux notamment). Elle dispose de deux fours de verrerie permettant une production de plus de 650 tonnes de verre par jour.

Le site est réglementé par l'arrêté préfectoral d'autorisation en date du 29 décembre 1997 modifié à plusieurs reprises. L'arrêté complémentaire signé le 15 décembre 2015, faisant suite à la transmission par l'exploitant du dossier de réexamen dans le cadre de la transposition de la directive européenne IED, reprend désormais l'ensemble des prescriptions applicables à ce site. Il a été complété par les arrêtés préfectoraux complémentaires du :

- 4 janvier 2019 modifiant certaines prescriptions relatives à la stratégie incendie et à la surveillance des eaux souterraines ;
- 13 septembre 2021 relatif au changement d'exploitant au profit de la société VERALLIA France ;
- 1er juillet 2022 relatif à l'actualisation du classement des activités faisant suite à des modifications non substantielles des installations ;
- 17 juillet 2024 relatif à l'abaissement des prélèvements d'eau sur le réseau de distribution public et dans les eaux souterraines.

L'établissement relève de la directive européenne relative aux émissions industrielles, dite «IED» au regard de la rubrique 3330 (fabrication du verre d'une capacité de production supérieure à 20 t/j).

Thèmes de l'inspection :

- AR - 8
- Légionelles / prévention légionellose

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Dévésiculeur	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Point 2.5.2. d) de l'annexe I	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
18	Vérification de l'installation	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Point 3.7. IV. 1. de l'annexe I	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
22	Transmission analyses legio	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Point 3.7. I. 3. e) de l'annexe I	Demande d'action corrective	1 mois
23	Rapport d'analyses	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Point 5.9.	Demande d'action corrective	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	eau rejetée	de l'annexe I		

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 1	Sans objet
2	Contrôle périodique	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Point 1.8 de l'annexe I	Sans objet
3	Règles d'implantation	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Point 2.1. b) de l'annexe I	Sans objet
4	Conception générale	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Point 2.5.2. a) de l'annexe I	Sans objet
6	Formation du personnel	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Point 3.1. de l'annexe I	Sans objet
7	Protection des personnels	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Point 4.2. de l'annexe I	Sans objet
8	Analyse méthodique des risques	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Point 3.7. I. 1. a) de l'annexe I	Sans objet
9	Plan d'entretien, plan de surveillance	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Point 3.7. I. 1. b) de l'annexe I	Sans objet
10	Procédure d'arrêt immédiat, procédures spécifiques	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Point 3.7. I. 1. c) de l'annexe I	Sans objet
11	Traitement préventif de l'eau	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Point 3.7. I. 2. b) de l'annexe I	Sans objet
12	Fréquence d'analyse des légionelles	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Point 3.7. I. 3. a) de l'annexe I	Sans objet
13	Modalités de prélèvements en vue de l'analyse des	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Point 3.7. I. 3. b) de l'annexe I	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	légionelles		
14	Laboratoire accrédité COFRAC	Arrêté Ministériel du 14/12/2003, article Point 3.7. I. 3. c) de l'annexe I	Sans objet
15	Procédure en cas de prolifération de légionelles	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Point 3.7. II.1 de l'annexe I	Sans objet
16	Procédure en cas de prolifération de légionelles	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Point 3.7. II. 2. de l'annexe I	Sans objet
17	Procédure en cas de flore interférente	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Point 3.7. II. 3. de l'annexe I	Sans objet
19	Nettoyage préventif de l'installation	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Point 3.7. I. 2. c) de l'annexe I	Sans objet
20	Carnet de suivi	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Point 3.7. IV. 2. de l'annexe I	Sans objet
21	Rapport d'analyses légionelles	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Point 3.7. I. 3. d. de l'annexe I	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées a examiné par sondage les dispositions prises par l'exploitant pour la maîtrise du risque de prolifération de légionelle. L'examen des résultats des analyses réalisées depuis janvier 2025 montre des teneurs en légionelles inférieures aux seuils réglementaires. Il convient de noter que l'exploitant procède également à des analyses hebdomadaires des légionelles par la méthode PCR (réaction en chaîne par polymérase), qui permettent d'avoir des résultats plus rapide que la méthode par culture, constituant ainsi un atout majeur pour le suivi et la prévention du risque de prolifération des légionelles dans les TAR.

Au vu de cet examen non exhaustif, l'exploitant doit apporter des compléments et engager des actions sur les points suivants :

- transmettre à l'inspection des installations classées le justificatif du fournisseur des vésiculaires attestant d'un taux d'entraînement vésiculaire inférieur à 0,01 % du débit d'eau en circulation dans les conditions de fonctionnement nominales de l'installation ;
- transmettre à l'inspection des installations classées le rapport de vérification des TAR, établi par un organisme indépendant et compétent, permettant de s'assurer que les mesures de gestion du risque de prolifération et de dispersion des légionelles prescrites par l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 sont bien effectives suite à leur mise en service en 2006 et 2008 ;
- veiller à respecter le délai maximal de 30 jours à compter de la date des prélèvements pour la transmission des résultats d'analyses ;

- veiller à mesurer toutes les concentrations des différents paramètres et polluants visés au point 5.5 de l'arrêté ministériel susvisé ;
- s'assurer que l'échantillon prélevé sur les rejets aqueux des TAR est constitué soit par un prélèvement continu d'une demi-heure, soit par au moins deux prélèvements instantanés espacés d'une demi-heure.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Situation administrative
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>2921. Refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle, ou récupération de la chaleur par dispersion d'eau dans des fumées émises à l'atmosphère (installations de) :</p> <p>1. Installations de refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle :</p> <p>b) La puissance thermique évacuée maximale étant inférieure à 3 000 kW (DC)</p>
<p>Constats :</p> <p>La société VERALLIA France Albi est autorisée par l'arrêté préfectoral complémentaire du 17 avril 2024 à exploiter deux tours aéroréfrigérantes (TAR), à savoir :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Baltimore F1, installée en 2008 et d'une puissance unitaire de 853 kW ; • Baltimore F2, installée en 2006 et d'une puissance unitaire de 710 kW ; <p>représentant une puissance globale de 1563 kW.</p> <p>Ces tours, à circuit primaire fermé, sont chargées de refroidir l'eau circulant dans un circuit secondaire destinée à refroidir les équipements des fours 1 et 2. La pulvérisation d'eau à l'intérieur des TAR est réalisée en continu sur la période allant de mars à octobre. Le reste de l'année, l'installation est vidangée ; seul le ventilateur est maintenu en fonctionnement.</p> <p>Les tours aéroréfrigérantes de l'installation sont soumises à déclaration au titre de la rubrique 2921.1.b) de la nomenclature des ICPE.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Contrôle périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Point 1.8 de l'annexe I
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle TAR
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est soumise à des contrôles périodiques par des organismes agréés dans les conditions définies par les articles R. 512-55 à R. 512-66 du code de l'environnement. [...]</p> <p>L'exploitant conserve le rapport de visite que l'organisme agréé lui adresse dans le dossier «</p>

installations classées » [...]
Si le rapport fait apparaître des non-conformités aux dispositions faisant l'objet du contrôle, l'exploitant met en œuvre les actions correctives nécessaires pour y remédier. Ces actions ainsi que leurs dates de mise en œuvre sont formalisées et conservées dans le dossier susmentionné.
Constats : Les tours aéroréfrigérantes de l'installation sont soumises à déclaration contrôlée au titre de la rubrique 2921 de la nomenclature des ICPE. Elles sont situées au sein d'un établissement soumis au régime de l'autorisation ICPE. En application des dispositions de l'article R. 512-55 du code de l'environnement, l'installation n'est pas soumise à l'obligation de contrôle périodique.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Règles d'implantation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Point 2.1. b) de l'annexe I
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle TAR
Prescription contrôlée : L'installation est implantée à une distance minimale de 8 mètres de toute ouverture sur un local occupé.
Constats : Selon les dispositions de l'annexe V de l'arrêté du 14 décembre 2023, cette prescription n'est applicable qu'aux installations autorisées après le 1er juillet 2014. L'installation des nouvelles TAR a été autorisée avant le 1er juillet 2014.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Conception générale

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Point 2.5.2. a) de l'annexe I
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle TAR
Prescription contrôlée : L'installation est conçue pour faciliter la mise en œuvre des actions préventives, correctives ou curatives, et les prélèvements pour analyse microbiologiques et physico-chimiques. Elle est conçue de façon qu'il n'y ait pas de tronçons de canalisations constituant des bras morts. Elle est équipée d'un dispositif permettant la purge complète de l'eau du circuit. L'installation de refroidissement est aménagée pour permettre l'accès, notamment, aux parties internes, aux rampes de dispersion de la tour, aux bassins, et au-dessus des baffles d'insonorisation si présentes. La tour est équipée de tous les moyens d'accessibilité nécessaires à son entretien et sa maintenance dans les conditions de sécurité. Ces moyens permettent à tout instant de vérifier le bon état d'entretien et de maintenance de la tour.

<p>Constats :</p> <p>La visite d'inspection au niveau des 2 tours aéroréfrigérantes (TAR) de l'installation a permis de constater la présence :</p> <ul style="list-style-type: none"> • d'un point de prélèvement d'eau sur chaque TAR pour les analyses ; • d'une purge en point bas sur chaque TAR ; • d'une échelle à crinoline permettant d'accéder aux parties supérieures des TAR. <p>L'analyse méthodique des risques, transmise par l'exploitant préalablement à l'inspection, n'identifie pas la présence de bras mort.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Dévésiculeur

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Point 2.5.2. d) de l'annexe I</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle TAR</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour tout dévésiculeur installé à partir du 1er juillet 2005, le fournisseur du dispositif de limitation des entraînements vésiculaires atteste un taux d'entraînement vésiculaire inférieur à 0,01 % du débit d'eau en circulation dans les conditions de fonctionnement nominales de l'installation.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'a pas été en mesure de fournir les justificatifs garantissant un taux d'entraînement vésiculaire inférieur à 0,01 % du débit d'eau en circulation dans les conditions de fonctionnement nominales pour les dévésiculeurs équipant les deux TAR.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmettra à l'inspection le justificatif du fournisseur des vésiculaires attestant d'un taux d'entraînement vésiculaire inférieur à 0,01 % du débit d'eau en circulation dans les conditions de fonctionnement nominales de l'installation.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 6 : Formation du personnel

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Point 3.1. de l'annexe I</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle TAR</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitation se fait sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une ou de plusieurs personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des</p>

dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident.

L'exploitant s'assure que cette ou ces personnes référentes ainsi que toute autre personne impliquée directement ou indirectement dans l'exploitation de l'installation, y compris le personnel d'une entreprise tierce susceptible d'intervenir sur l'installation, sont formées en vue d'appréhender selon leur fonction le risque de dispersion et de prolifération des légionelles, associé à l'installation. Ces formations sont renouvelées périodiquement et a minima tous les cinq ans, de manière à s'assurer que les personnels soient informés de l'évolution des connaissances en matière de gestion de ce risque.

Ces formations portent a minima sur :

- les conditions de prolifération et de dispersion des légionelles ;
- les moyens préventifs, correctifs et curatifs associés (y compris caractéristiques et stratégie d'utilisation des produits de traitement, et moyens de surveillance) ;
- les dispositions du présent arrêté.

En complément, une formation spécifique portant sur les modalités de prélèvement d'échantillons en vue de l'analyse de la concentration en *Legionella pneumophila* est dispensée aux opérateurs concernés.

Un plan de formation rassemblant les documents justifiant la formation des personnels est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Il comprend :

- les modalités de formation, notamment en fonction des personnels visés, descriptif des différents modules, durée, fréquence ;
- la liste des personnes intervenant sur l'installation, précisant fonction, type de formation suivie, date de la dernière formation suivie, date de la prochaine formation à suivre ;
- les attestations de formation de ces personnes.

Constats :

L'inspection a examiné le plan de formation présenté par l'exploitant. Ce dernier a désigné sept collaborateurs habilités à assurer le suivi opérationnel et la surveillance des TAR. Ces personnes ont suivi la formation "Légionelle : prévention et gestion des risques", dont le contenu pédagogique répond aux prescriptions en vigueur.

Par ailleurs, le plan de formation atteste que :

- les certificats de formation du personnel interne sont à jour et valides ;
- les entreprises externes intervenant sur les TAR, notamment la société chargée du traitement de l'eau et le laboratoire chargé des prélèvements d'échantillons pour analyses, disposent également des attestations requises, avec des dates de validité conformes aux échéances réglementaires.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Protection des personnels

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Point 4.2. de l'annexe I

Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle TAR

Prescription contrôlée :

Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant met à disposition des personnels

<p>intervenant à l'intérieur ou à proximité de l'installation, des équipements de protection individuels (EPI) adaptés ou conformes aux normes en vigueur lorsqu'elles existent (masque pour aérosols biologiques, gants...), destinés à les protéger contre l'exposition :</p> <ul style="list-style-type: none"> - aux aérosols d'eau susceptibles de contenir des germes pathogènes ; - aux produits chimiques. <p>Ces équipements sont entretenus en bon état et vérifiés périodiquement. Le personnel est formé à l'emploi de ces équipements.</p> <p>Un panneau, apposé de manière visible, signale l'obligation du port des EPI, masques notamment. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant met à disposition des masques FFP3.</p> <p>Un pictogramme d'obligation du port du masque est présent dans la zone d'implantation des TAR. L'accès au périmètre, sécurisé par une clôture et un portillon verrouillé, est réservé au personnel formé aux risques liés aux légionelles (dispersion/prolifération), ainsi qu'aux intervenants autorisés.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Analyse méthodique des risques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Point 3.7. I. 1. a) de l'annexe I</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle TAR</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Une analyse méthodique des risques de prolifération et de dispersion des légionelles (AMR) est menée sur l'installation. [...]</p> <p>En cas de changement de stratégie de traitement ou de modification significative de l'installation, ou encore dans les cas décrits au point II.1 et II.2 b, et a minima une fois tous les 2 ans, l'analyse méthodique des risques est revue par l'exploitant, pour s'assurer que tous les facteurs de risque liés à l'installation sont bien pris en compte, suite aux évolutions de l'installation ou des techniques et des connaissances concernant les modalités de gestion du risque de dispersion et de prolifération des légionelles.</p> <p>La révision de l'AMR donne lieu à la mise à jour des plans d'entretien et de surveillance et à la planification, le cas échéant, de nouvelles actions correctives.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté une AMR révisée le 22 septembre 2025 établie par la société DEKRA Industrial SAS suite à une réunion de travail du 19 août 2025 au cours de laquelle ont participé l'exploitant et la société DEKRA Industrial.</p> <p>Les plans d'entretien préventif et de surveillance sont formalisés dans la procédure interne référencée EHS.A.PR.026.G, dont la dernière mise à jour date du 29 avril 2026.</p> <p>L'AMR est conforme aux attendus de la présente prescription.</p>

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Plan d'entretien, plan de surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Point 3.7. I. 1. b) de l'annexe I

Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle TAR

Prescription contrôlée :

b) Les plans d'entretien et de surveillance visent à limiter le risque de prolifération et de dispersion de légionelles via la ou les tours. Ils ont notamment pour objectif de maintenir en permanence la concentration des *Legionella pneumophila* dans l'eau du circuit à un niveau inférieur à 1 000 unités formant colonies par litre d'eau. Ces plans concernent l'ensemble de l'installation, en particulier toutes les surfaces de l'installation en contact avec l'eau du circuit où pourrait se développer le biofilm. Ces plans sont mis en œuvre sous la responsabilité de l'exploitant.

Le plan d'entretien définit les mesures d'entretien préventif de l'installation visant à réduire, voire à supprimer, par des actions mécaniques ou chimiques, le biofilm et les dépôts sur les parois de l'installation et à éliminer, par des procédés chimiques ou physiques, les légionelles libres dans l'eau de l'installation en amont des points de pulvérisation. [...]

Une fiche décrivant et justifiant la stratégie de traitement préventif de l'eau du circuit adoptée par l'exploitant, [...] est jointe au plan d'entretien.

Le plan de surveillance précise les indicateurs de suivi mis en place pour s'assurer de l'efficacité des mesures préventives mises en œuvre, [...]. Il précise les actions curatives et correctives immédiates à mettre en œuvre en cas de dérive de chaque indicateur, en particulier en cas de dérive de la concentration en *Legionella pneumophila*. La description des actions curatives et correctives inclut les éventuels produits chimiques utilisés et les modalités d'utilisation telles que les quantités injectées.

Les modalités de mise en œuvre de l'ensemble des mesures prévues dans les plans d'entretien et de surveillance sont formalisées dans des procédures. [...]

Les cas d'utilisation saisonnière et de fonctionnement intermittent sont analysés dans l'AMR et font l'objet de procédures adaptées dans le plan d'entretien et de surveillance. [...]

Constats :

L'inspection a consulté l'AMR et la procédure interne EHS.A.PR.026.G dans lesquels figurent :

- le plan d'entretien préventif qui précise notamment les actions à réaliser et les produits de traitement utilisés ;
- la stratégie de traitement ;
- le plan de surveillance.

L'inspection des installations classées n'a pas identifié de non conformités à la présente prescription dans ces documents.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Procédure d'arrêt immédiat, procédures spécifiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Point 3.7. I. 1. c) de l'annexe I
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle TAR
Prescription contrôlée : c) Les procédures spécifiques suivantes sont également définies par l'exploitant : <ul style="list-style-type: none">- procédure d'arrêt immédiat de la dispersion par la ou les tours (arrêt des ventilateurs, de la production de chaleur ou de l'installation dans son ensemble) dans des conditions compatibles avec la sécurité du site et de l'outil de production ;- procédures de gestion de l'installation pendant les arrêts et les redémarrages de l'installation, dans les différents cas de figure rencontrés sur l'installation :<ul style="list-style-type: none">- suite à un arrêt de la dispersion d'eau par la ou les tours ;- en cas de fonctionnement intermittent (arrêt complet de l'installation en eau et redémarrage non prévisible) ;- en cas d'utilisation saisonnière (arrêt complet de l'installation en eau et redémarrage prévisible) ;- suite à un arrêt prolongé complet ;- suite aux différents cas d'arrêts prolongés partiels pouvant exister sur l'installation ;- autres cas de figure propres à l'installation. Les périodes d'arrêt et les redémarrages constituent des facteurs de risque pour l'installation, les modalités de gestion de l'installation pendant ces périodes doivent être établies par l'exploitant de manière à gérer ce risque, qui dépend notamment de la durée de l'arrêt et du caractère immédiat ou prévisible de la remise en service, et de l'état de propreté de l'installation. Dans un délai d'au moins quarante-huit heures et d'au plus une semaine après tout redémarrage intervenant après un arrêt prolongé ou redémarrage saisonnier, une analyse en Legionella pneumophila est réalisée.
Constats : Les 2 TAR de l'installation ont redémarré respectivement le 26 février (Baltimore F1) et le 7 avril 2026 (Baltimore F2) après une purge de l'intégralité du circuit d'eau, un nettoyage mécanique des filtres, des dévésiculeurs et des bassins. La remise en eau a été suivi d'un traitement choc. L'inspection des installations classées a consulté le manuel d'exploitation qui détaille la conduite à tenir pour la mise en service, le nettoyage et l'arrêt des TAR. Après le redémarrage des TAR, l'exploitant a réalisé des prélèvements le 4 mars (Baltimore F1) et le 9 avril 2026 (Baltimore F2). Les résultats des analyses montrent des teneurs en légionelles inférieures à 100 UFC/L.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Traitement préventif de l'eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Point 3.7. I. 2. b) de l'annexe I
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle TAR
Prescription contrôlée :

L'exploitant met en œuvre un traitement préventif de l'eau à effet permanent, pendant toute la durée de fonctionnement de l'installation, dont l'objectif est à la fois de réduire le biofilm et de limiter la concentration en légionelles libres dans l'eau du circuit.

L'exploitant peut mettre en œuvre tout procédé de traitement, physique et/ou chimique, dont il démontre l'efficacité sur la gestion du risque de prolifération et de dispersion des légionelles.

L'exploitant s'efforce de concevoir ce traitement préventif de manière à limiter l'utilisation de produits néfastes pour l'environnement.

[...]

L'exploitant justifie du choix des produits de traitements utilisés, de leurs caractéristiques et modalités d'utilisation (fréquence, quantités), au regard des paramètres propres à l'installation (notamment les matériaux, le volume), des conditions d'exploitation et des caractéristiques physico-chimiques de l'eau du circuit à traiter, en particulier la qualité de l'eau d'appoint, la température et le pH. Il s'assure de la compatibilité des molécules entre elles, afin d'éviter les risques d'interaction qui réduisent l'efficacité des traitements et altèrent la qualité des rejets. En cas d'utilisation d'injections ponctuelles de biocide(s) en traitement préventif, l'exploitant justifie que cette stratégie de traitement est la mieux adaptée à son installation et la moins impactante pour l'environnement.

Les stratégies de traitement préventif par injection de biocides non oxydants en continu sont limitées aux cas où l'exploitant justifie qu'aucune stratégie alternative n'est possible.

Dans tous les cas, l'exploitant mentionne dans la fiche de stratégie de traitement les produits de décomposition des produits de traitement susceptibles de se trouver dans les rejets de l'installation de refroidissement et les valeurs de concentration auxquels ils sont rejetés.

Pour les nouvelles installations, ou en cas de changement de stratégie de traitement pour les installations existantes, l'exploitant en informe l'inspection des installations classées et démontre l'efficacité du traitement pour la gestion du risque de prolifération et de dispersion des *Legionella pneumophila* par la réalisation d'analyses hebdomadaires en *Legionella pneumophila*, a minima pendant deux mois, et jusqu'à obtenir 3 analyses consécutives inférieures à 1 000 UFC/L.

[...]

Constats :

La stratégie de traitement de l'eau déclinée dans la procédure interne EHS.A.PR.026.G consiste en :

- un traitement biocide oxydant (Javel) et biodispersant par injection en continu, dans le circuit primaire, en fonction des résultats des mesures en ligne de la sonde redox permettant d'assurer une concentration en chlore libre compris entre 0,5 et 1,3 ppm ;
- un traitement antitartre et anticorrosion par injection en continu, dans le circuit primaire, asservit à la quantité d'eau d'appoint introduite dans le circuit ;
- un traitement choc par injection manuelle (1 fois par an lors du redémarrage des TAR) d'un biocide non oxydant et d'un biodispersant.

Type de suites proposées : Sans suite

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Point 3.7. I. 3. a) de l'annexe I
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle TAR
Prescription contrôlée : <p>La fréquence des prélèvements et analyses des Legionella pneumophila est au minimum bimestrielle pendant la période de fonctionnement de l'installation. Cette fréquence d'analyse s'applique dès lors que l'installation de refroidissement est en fonctionnement, que le fonctionnement soit continu ou intermittent.</p>
Constats : <p>L'exploitant respecte la fréquence des prélèvements et analyses.</p> <p>Depuis le dernier redémarrage de la tour Baltimore F1 (26 février), l'exploitant a réalisé des prélèvements le 4 mars et le 8 avril 2026.</p> <p>Depuis le dernier redémarrage de la tour Baltimore F2 (7 avril 2026), l'exploitant a réalisé des prélèvements le 9 avril 2026.</p> <p>Les résultats des analyses montrent des teneurs en légionelles inférieures à 100 UFC/L.</p> <p>L'exploitant procède également à des analyses hebdomadaires des légionelles par la méthode PCR (réaction en chaîne par polymérase) conformément à la norme NF T90-471. Cette méthode :</p> <ul style="list-style-type: none"> • offre une détection plus rapide et une sensibilité accrue par rapport aux analyses par culture imposées par la réglementation ; • permet une réaction immédiate en cas de dépassement des valeurs guides. <p>Elle constitue ainsi un atout majeur pour le suivi et la prévention du risque de prolifération des légionelles dans les TAR.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Modalités de prélèvements en vue de l'analyse des légionelles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Point 3.7. I. 3. b) de l'annexe I
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle TAR
Prescription contrôlée : <p>[...] Ce point de prélèvement, repéré sur l'installation par un marquage, est fixé sous la responsabilité de l'exploitant. Il doit permettre la comparaison entre les résultats de plusieurs analyses successives.</p>
Constats : <p>Le circuit de refroidissement des TAR est équipé d'un point de prélèvement, repéré sur l'installation par un affichage.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Laboratoire accrédité COFRAC

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2003, article Point 3.7. I. 3. c) de l'annexe I
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle TAR
Prescription contrôlée : Le laboratoire, chargé par l'exploitant des analyses en vue de la recherche des <i>Legionella pneumophila</i> selon la norme « NF T90-431 (version 2020) » répond aux conditions suivantes : - le laboratoire est accrédité selon la norme NF EN ISO/CEI 17025 (septembre 2005) par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou tout autre organisme d'accréditation équivalent européen, signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ; - le laboratoire rend ses résultats sous accréditation.
Constats : Le laboratoire chargé par l'exploitant des analyses est le laboratoire Santé Environnement Hygiène de Lyon (LSEHL) qui possède l'accréditation COFRAC N° 1-1531 révision 40 dont la fin de validité est le 31 janvier 2029. L'inspection a vérifié la portée de l'accréditation qui intègre bien l'analyse des <i>Legionella</i> et <i>Legionella pneumophila</i> selon la méthode NF T90-431.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Procédure en cas de prolifération de légionelles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Point 3.7. II.1 de l'annexe I
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle TAR
Prescription contrôlée : Présence d'une procédure définissant les actions à mener si la concentration mesurée en <i>Legionella pneumophila</i> est supérieure ou égale à 100 000 UFC/L : a) Dès réception de ces résultats, l'exploitant en informe immédiatement l'inspection des installations classées [...] et par courriel avec la mention : « Urgent & important, tour aérorefrigérante, dépassement du seuil de 100 000 unités formant colonies par litre d'eau ». [...] En application de la procédure correspondante, il arrête immédiatement la dispersion via la (ou les) tour(s) dans des conditions compatibles avec la sécurité du site et de l'outil de production, et met en œuvre des actions curatives permettant un abattement rapide de la concentration en <i>Legionella pneumophila</i> dans l'eau, en vue de rétablir une concentration en <i>Legionella pneumophila</i> inférieure à 1 000 UFC/L. [...] En tout état de cause, l'exploitant s'assure de l'absence de risque de prolifération et de dispersion de légionelles avant toute remise en service de la dispersion. Si la cause de dérive n'est pas identifiée, l'exploitant procède à la révision complète de l'AMR, dans un délai de quinze jours ; b) A l'issue de la mise en place de ces actions curatives et correctives, l'exploitant en vérifie

l'efficacité, en réalisant un nouveau prélèvement pour analyse de la concentration en *Legionella pneumophila* selon la norme NF T90-431 (avril 2006). [...]

c) Dès réception des résultats de ce nouveau prélèvement, ceux-ci sont communiqués à l'inspection des installations classées.

Des prélèvements et analyses en *Legionella pneumophila* selon la norme NF T90-431 (avril 2006) sont ensuite effectués tous les quinze jours pendant trois mois ; [...]

e) Un rapport global sur l'incident est transmis à l'inspection des installations classées dans les meilleurs délais et en tout état de cause ne dépassant pas deux mois à compter de la date de l'incident, c'est-à-dire la date du prélèvement dont le résultat d'analyse présente un dépassement du seuil de 100 000 UFC/L. [...] Le rapport précise et justifie l'ensemble des actions curatives et correctives mises en œuvre et programmées suite à cet incident ainsi que leur calendrier d'application. [...]

f) Dans les six mois suivant l'incident, l'exploitant fait réaliser une vérification de l'installation par un organisme indépendant et compétent, telle que définie au point IV.1 du présent article ;

g) Cas d'une installation pour laquelle l'arrêt immédiat de la dispersion d'eau par la ou les tours dans des conditions compatibles avec la sécurité du site et de l'outil de production est impossible.

Hors tout épisode de dépassement, l'exploitant d'une telle installation en informe le préfet, et lui soumet les mesures compensatoires qu'il propose de mettre en œuvre en cas de concentration en *Legionella pneumophila* supérieure à 100 000 UFC/L.

Si l'installation est également concernée par « le point 3.7.I.2.c », les mesures compensatoires liées au nettoyage annuel et aux cas de dépassement de 100 000 UFC/L peuvent être soumises de manière conjointe.

L'inspection des installations classées peut soumettre ces mesures compensatoires à l'avis d'un tiers expert.

Ces mesures compensatoires sont, après avis de l'inspection des installations classées, imposées par arrêté préfectoral pris en application de l'article R. 512-31 du code de l'environnement.

Constats :

L'exploitant dispose d'une procédure en cas de contamination en légionelles supérieure à 100 000 UFC/L. Cette procédure est conforme aux attendus de la présente prescription. Il convient de noter que l'exploitant :

- a prévu l'arrêt immédiat de la dispersion d'eau via les TAR ;
- n'a pas demandé au préfet la mise en place de mesures compensatoires permettant le maintien de la dispersion d'eau en cas de contamination en légionelles supérieure à 100 000 UFC/L car il dispose de tours adiabatiques qui peuvent venir secourir les TAR.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 16 : Procédure en cas de prolifération de légionelles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Point 3.7. II. 2. de l'annexe I

Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle TAR

Prescription contrôlée :

Présence d'une procédure définissant les actions à mener si la concentration mesurée en *Legionella pneumophila* est supérieure ou égale à 1 000 UFC/L et inférieure à 100 000 UFC/L :

a) Cas de dépassement ponctuel :

En application de la procédure correspondante, l'exploitant met en œuvre des actions curatives permettant un abattement rapide de la concentration en *Legionella pneumophila* dans l'eau, et les actions correctives prévues, en vue de rétablir une concentration en *Legionella pneumophila* inférieure à 1 000 UFC/L.

Suite à la mise en place de ces actions curatives et correctives et pour s'assurer de leur efficacité, l'exploitant réalise une nouvelle analyse de la concentration en *Legionella pneumophila* selon la norme NF T90-431 (avril 2006). Un délai d'au moins quarante-huit heures et d'au plus une semaine par rapport à ces actions est respecté.

b) Cas de dépassements multiples consécutifs :

Au bout de deux analyses consécutives mettant en évidence une concentration en *Legionella pneumophila* supérieure ou égale à 1 000 UFC/L et inférieure à 100 000 UFC/L, l'exploitant procède à des actions curatives, à la recherche de la ou des causes de dérive et à la mise en place d'actions correctives complémentaires pour gérer le facteur de risque identifié.

Suite à la mise en place de ces actions curatives et correctives et pour s'assurer de leur efficacité, l'exploitant réalise une nouvelle analyse des légionelles selon la norme NF T90-431 (avril 2006). Un délai d'au moins quarante-huit heures et d'au plus une semaine par rapport à ces actions est respecté.

Au bout de trois analyses consécutives mettant en évidence une concentration en *Legionella pneumophila* supérieure ou égale à 1 000 UFC/L et inférieure à 100 000 UFC/L, l'exploitant en informe l'inspection des installations classées, [...] par courriel, précisant la date des dérives et les concentrations en *Legionella pneumophila* correspondantes, les causes de dérives identifiées et les actions curatives et correctives précédemment mises en œuvre. Il procède à nouveau à des actions curatives, à la recherche de la ou des causes de dérive, met en place des actions correctives et procède à la révision de l'AMR existante en prenant en compte le facteur de risque à l'origine de cette dérive.

La mise en place d'actions curatives et correctives et la vérification de leur efficacité sont renouvelées tant que la concentration mesurée en *Legionella pneumophila* est supérieure ou égale à 1 000 UFC/L.

Des prélèvements et analyses en *Legionella pneumophila* selon la norme NF T90-431 (avril 2006) sont effectués tous les quinze jours jusqu'à obtenir trois mesures consécutives présentant une concentration en *Legionella pneumophila* inférieure à 1 000 UFC/L.

c) Dans tous les cas, l'exploitant tient les résultats des mesures et des analyses de risques effectuées à la disposition de l'inspection des installations classées. Les dépassements sont consignés dans un tableau de suivi des dérives joint au carnet de suivi.

Constats :

L'exploitant dispose d'une procédure en cas de contamination en légionelles supérieure ou égale à 1 000 UFC/L et inférieure à 100 000 UFC/L.

Cette procédure est conforme aux attendus de la présente prescription.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 17 : Procédure en cas de flore interférente

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Point 3.7. II. 3. de l'annexe I
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle TAR
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Actions à mener si le résultat de l'analyse selon la norme NF T90-431 (version 2020) rend impossible la quantification de <i>Legionella pneumophila</i> en raison de la présence d'une flore interférente :</p> <p>a) L'exploitant réalise immédiatement un nouveau prélèvement en vue de l'analyse en <i>Legionella pneumophila</i> selon la norme NF T90 431 (avril 2006). Il procède ensuite à la mise en place d'actions curatives, afin d'assurer une concentration en <i>Legionella pneumophila</i> inférieure à 1 000 UFC/L dans l'eau du circuit.</p> <p>b) Si le dénombrement des <i>Legionella pneumophila</i> selon la norme NF T90-431 (avril 2006) est à nouveau rendu impossible par la présence d'une flore interférente, l'exploitant procède, sous une semaine, à la recherche des causes de présence de flore interférente et à la mise en place d'actions curatives et/ou correctives.</p> <p>c) Suite à la mise en place de ces actions et pour s'assurer de leur efficacité, l'exploitant réalise une nouvelle analyse des légionelles selon la norme NF T90-431 (avril 2006). Un délai d'au moins quarante-huit heures et d'au plus une semaine par rapport à ces actions est respecté.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose d'une procédure en cas de présence d'une flore interférente. Cette procédure est conforme aux attendus de la présente prescription.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 18 : Vérification de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Point 3.7. IV. 1. de l'annexe I
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle TAR
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans les six mois suivant la mise en service d'une nouvelle installation ou un dépassement du seuil de concentration en <i>Legionella pneumophila</i> de 100 000 UFC/L dans l'eau du circuit, l'exploitant fait réaliser une vérification de l'installation par un organisme indépendant et compétent, dans le but de vérifier que les mesures de gestion du risque de prolifération et de dispersion des légionelles prescrites par le présent arrêté sont bien effectives.</p> <p>Cette vérification comprend : [...]</p> <p>- Absence de bras morts non gérés : en cas d'identification d'un bras mort, l'exploitant justifie des modalités mises en œuvre pour gérer le risque associé</p>

<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier de la vérification, par un organisme indépendant, des deux TAR suite à leur mise en service en 2006 et 2008.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées le rapport de vérification des TAR, établi par un organisme indépendant et compétent, permettant de s'assurer que les mesures de gestion du risque de prolifération et de dispersion des légionelles prescrites par le présent arrêté sont bien effectives suite à leur mise en service en 2006 et 2008.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 19 : Nettoyage préventif de l'installation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Point 3.7. I. 2. c) de l'annexe I</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle TAR</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Une intervention de nettoyage, par actions mécaniques et/ou chimiques, de la tour de refroidissement, de ses parties internes et de son bassin, est effectuée au minimum une fois par an.</p> <p>Les interventions de nettoyage présentant un risque sanitaire pour les opérateurs et les riverains de l'installation, des moyens de protection sont mis en place afin de prévenir tout risque d'émissions d'aérosols dans l'environnement. L'utilisation d'un jet d'eau sous pression pour le nettoyage fait l'objet d'une procédure particulière, prenant en compte le risque de dispersion de légionelles. Si le nettoyage préventif annuel nécessite la mise à l'arrêt complet de l'installation, et que l'exploitant se trouve dans l'impossibilité technique ou économique de réaliser cet arrêt, il doit en informer le préfet et lui proposer la mise en œuvre de mesures compensatoires.</p> <p>L'inspection des installations classées peut soumettre ces mesures compensatoires à l'avis d'un tiers expert.</p> <p>Ces mesures compensatoires sont, après avis de l'inspection des installations classées, imposées par arrêté préfectoral pris en application de l'article R. 512-31 du code de l'environnement.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le dernier arrêt des TAR a été réalisé du :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 27 octobre 2025 au 26 février 2026 pour la tour Baltimore F1 ; • 20 octobre 2025 au 7 avril 2026 pour la tour Baltimore F2. <p>Comme précisé au point de contrôle n°10, une purge et un nettoyage des tours ont été réalisés en 2026.</p> <p>Les arrêts et les interventions de nettoyage sont tracés dans le carnet de suivi hebdomadaire interne de l'établissement.</p>

Type de suites proposées : Sans suite

N° 20 : Carnet de suivi

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Point 3.7. IV. 2. de l'annexe I
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle TAR
Prescription contrôlée : L'exploitant reporte toute intervention réalisée sur l'installation dans un carnet de suivi : <ul style="list-style-type: none">- les volumes d'eau consommés et rejetés mensuellement (mesure ou estimation) ;- les quantités de produits de traitement préventif et curatif consommées chaque année ;- les périodes d'utilisation (toute l'année ou saisonnière) et le mode de fonctionnement pendant ces périodes (intermittent ou continu) ;- les périodes d'arrêts complets ou partiels ;- le tableau des dérives constatées pour la concentration en <i>Legionella pneumophila</i>, permettant le suivi de la mise en œuvre des actions correctives correspondantes ;- les dérives constatées pour les autres indicateurs de suivi ;- les actions préventives, curatives et correctives effectuées sur l'installation, notamment les opérations de vidange, de nettoyage ou de désinfection curative (dates, nature des opérations, identification des intervenants, nature et concentration des produits de traitement, conditions de mise en œuvre) ;- les vérifications et interventions spécifiques sur les dévésiculeurs ;- les modifications apportées aux installations. [...]
Constats : L'exploitant dispose de plusieurs documents (procédure interne EHS.A.PR.026, tableau de relevé, carnet de suivi interne hebdomadaire, rapport de visite bimestriel VEOLIA, rapport hebdomadaire issu du logiciel de suivi des TAR) regroupant l'ensemble des interventions prévues par la présente prescription.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 21 : Rapport d'analyses légionelles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Point 3.7. I. 3. d. de l'annexe I
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle TAR
Prescription contrôlée : Le rapport d'analyses fournit les informations nécessaires à l'identification de l'échantillon : <ul style="list-style-type: none">- utilisation de la norme NF T90-431- date et heure de prélèvement, température de l'eau- date et heure de réception de l'échantillon- date et heure de début d'analyse- nom du préleveur- référence et localisation du (des) point(s) de prélèvement- caractéristiques de l'eau : couleur, dépôt, pH, conductivité, turbidité de l'eau- nature et concentration cible pour les produits de traitement utilisés- date de la dernière injection de biocide, nature du biocide et quantité (délai d'au moins 48

heures après l'injection) Les résultats obtenus font l'objet d'une interprétation par le laboratoire.
Constats : L'inspection des installations classées a consulté le rapport d'analyse du prélèvement du 9 avril 2026. Ce rapport trace l'ensemble des informations demandées par la présente prescription.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 22 : Transmission analyses legio

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Point 3.7. I. 3. e) de l'annexe I
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle TAR
Prescription contrôlée : Les résultats d'analyses de concentration en Legionella pneumophila sont transmis à l'inspection des installations classées dans un délai de trente jours à compter de la date des prélèvements
Constats : Pour les 8 prélèvements réalisés entre le 1er janvier 2025 et le 31 mars 2026, les délais de transmission ont été respectés sauf pour le prélèvement du 2 avril (transmission sur GIDAF le 15 mai 2025).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit veiller à respecter le délai maximal de 30 jours à compter de la date des prélèvements pour la transmission des résultats d'analyses.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 23 : Rapport d'analyses eau rejetée

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Point 5.9. de l'annexe I
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux
Prescription contrôlée : [...] En complément, l'exploitant met en place une surveillance des rejets spécifique aux produits de décomposition des biocides utilisés ayant un impact sur l'environnement, listés dans la fiche de stratégie de traitement telle que définie au point 3.7.I.2 b du présent arrêté. Une mesure des concentrations des différents paramètres et polluants visés au point 5.5 est effectuée au moins tous les ans par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement. Ces mesures sont effectuées sur un échantillon représentatif du fonctionnement sur une journée de l'installation et constitué soit par un prélèvement continu d'une demi-heure, soit par au moins deux prélèvements instantanés espacés d'une demi-heure.

<p>Constats :</p> <p>L'exploitant réalise au moins une fois par an un prélèvement sur les eaux de purge des TAR afin de mesurer les concentrations des différents paramètres demandés par la présente prescription. La dernière analyse, dont le prélèvement a été effectué le 4 juin 2025, ne précise pas :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les concentrations des polluants suivants : DCO, phosphore, plomb, nickel, arsenic, zinc, THM et AOX ; • si l'échantillon prélevé est constitué soit par un prélèvement continu d'une demi-heure, soit par au moins deux prélèvements instantanés espacés d'une demi-heure.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit :</p> <ul style="list-style-type: none"> • veiller à mesurer toutes les concentrations des différents paramètres et polluants visés au point 5.5 de l'arrêté ministériel susvisé ; • s'assurer que l'échantillon prélevé sur les rejets aqueux des TAR est constitué soit par un prélèvement continu d'une demi-heure, soit par au moins deux prélèvements instantanés espacés d'une demi-heure. <p>Cette dernière information pourrait idéalement être mentionnée sur le rapport d'analyse de l'organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement puisqu'il procède lui-même au prélèvement.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>